



MARCHES PUBLICS de FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

PROCEDURE ADAPTEE

(Article R. 2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018)

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)**

Maître de l'ouvrage :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX

Objet de la consultation

EXPLOITATION DE BORNES DE RECHARGE DES SITES DU CHU DE LIMOGES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 – DIVISION EN LOTS	4
1.3 – FORME DU MARCHÉ - DISPOSITIONS	4
1.4 – DURÉE DU MARCHÉ	4
1.5 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
1.5.1 – Pièces constitutives du marché	4
1.5.2 – Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	5
1.5.3 - Pièces à délivrer au titulaire du marché	5
1.6 - SOUS-TRAITANCE	5
1.7 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	6
1.7.1 – Changement affectant le titulaire	6
1.7.2 – Protection de la main d’œuvre et conditions de travail	6
1.7.3 – Assurance et réparations des dommages	6
1.7.4 – Confidentialités	6
1.7.5 – Règlement général sur la protection des données (R.G.P.D.)	7
1.7.6 – Laïcité et neutralité	8
1.7.7 – Conflits d’intérêts	9
ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENTS	9
2.1 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX	9
2.1.1 – Contenu des prix du marché	9
2.1.2 – Prix de référence du marché	9
2.1.3 – Variation des prix du marché	9
2.1.4 – Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et autres taxes réglementaires	9
2.2 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	10
2.2.1 – Avance	10
2.2.2 – Retenue de garantie	10
2.3 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	10
2.3.1– Acomptes et paiements partiels définitifs	10
2.3.2– Recettes en lien avec la monétisation des bornes de recharge	10
2.3.3 – Présentation des demandes de paiements	11
2.3.4 – Mode de règlement	12
2.3.5 – Titulaire étranger	12
ARTICLE 3 – EXECUTION	12

3.1 – MODALITES D’INTERVENTION	12
3.2 – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	13
3.3 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS	13
3.4 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU CONTRAT	13
3.5 – MODIFICATIONS DU PARC	13
3.6 – REVERSIBILITE SUR LES DONNEES	13
3.7 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	13
ARTICLE 4 – DIFFERENTS ET LITIGES	14
4.1 – PENALITES DE RETARD	14
4.1.1 - Pénalités pour manquement aux niveaux de services attendus	14
4.1.2 - Pénalités pour défaut de production de rapports mensuels et de tableau de bord	14
4.1.3 - Pénalités pour défaut de remontées des recettes.....	14
4.1.4 - Cumul et plafonnement	15
4.2 – RESILIATION DU MARCHE	15
4.2.1 - Motifs de résiliation	15
4.2.2 - Résiliation prononcée aux torts du titulaire	15
4.2.3 - Résiliation pour inexécution non fautive	15
4.2.4 - Résiliation pour motifs d’intérêt général	15
4.3 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	15
4.4 – EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	15
4.5 – DROIT ET LANGUES APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPETENT	16
ARTICLE 5 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la sélection d'un prestataire de mobilité chargé de l'exploitation, de la supervision, de la maintenance applicative, de la relation usagers et de la monétisation des bornes de recharge pour véhicules électriques (IRVE) existantes et futures du CHU de Limoges.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans le Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : Hôpital DUPUYTREN 1 et ses annexes tels que décrits au CCTP.

1.2 – DIVISION EN LOTS

La procédure n'est pas allotie.

Les caractéristiques techniques de l'ensemble des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1.3 – FORME DU MARCHÉ - DISPOSITIONS

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché à prix global et forfaitaire pour les prestations incluses dans le marché et prévues à l'acte d'engagement et dans la DPGF.

1.4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme de 1 an à compter du 1^{er} juillet 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} juillet 2026.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra affermer une des tranches optionnelles lors de la notification du marché. Le marché sera donc conclu pour une durée ferme de :

- 3 ans si la tranche TO1 est affermie ;
- 5 ans si la tranche TO2 est affermie.

En fonction la durée du marché sera soit de 1 an, 3 ans ou 5 ans.

Le présent marché ne pourra pas être reconduit.

1.5 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

1.5.1 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS (Fournitures Courantes et Services), les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.),
- L'annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire),
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 Janvier 2009 modifié par arrêté du 30 Mars 2021,
- L'offre technique et financière du titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) du titulaire sont inopposables au Pouvoir Adjudicateur.

1.5.2 – Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

1.5.3 - Pièces à délivrer au titulaire du marché

► *Notification*

L'Acheteur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG- FCS, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

► *Nantissement et cession de créance*

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'Acheteur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité. L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. Il est à noter que l'Acheteur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

1.6 - SOUS-TRAITANCE

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance au sens des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du (des) marché(s).

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le candidat devra fournir à l'Acheteur une déclaration (formulaire DC4 ou équivalent) mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

1.7 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

1.7.1 – Changement affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'Acheteur de tout changement survenant au cours du marché affectant:

- La personne ayant qualité pour le représenter
- La personne nommément désignée pour réaliser les prestations
- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou son siège social
- La cession d'une ou de différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Son adresse bancaire, ...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P..

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'Acheteur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

1.7.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois, règlements et conventions collectives, textes intégrant les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité temporaire en France sont soumis aux dispositions du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale et de l'article L. 1262-4 du code du travail.

1.7.3 – Assurance et réparations des dommages

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier avant la signature du marché qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage causé au cours de l'exécution des prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que l'établissement partie en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

1.7.4 – Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié l'Acheteur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'Acheteur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements du GHT du Limousin qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, par dérogation à l'article 41 du CCAG – FCS, sans aucune possibilité de dédommagement.

L'Acheteur s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

1.7.5 – Règlement général sur la protection des données (R.G.P.D.)

► *Définition et interprétation*

- « **Données à caractère personnel** » désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

- « **Responsable du traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre;

- « **Service/ travaux** » désigne l'ensemble des obligations incombant au prestataire incluant la fourniture de services/ la réalisation de travaux ;

- « **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;

- « **Violation de données à caractère personnel** » désigne une violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

► *Obligations en matière de protection des données*

Les parties sont tenues au respect de la législation applicable en matière de protection des données conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD).

Les traitements de données personnelles réalisés par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette procédure ont pour finalité d'assurer son bon déroulement et de contribuer à l'analyse des candidatures et des offres.

Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure.

Les données collectées lors de cette procédure seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public, objet de la consultation.

Toute personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

La demande relative à l'exercice de ces droits s'effectue par mail à l'adresse suivante : DPO@chu-limoges.fr ou par courrier à adresser au CHU de Limoges, à l'attention du délégué à la protection des données, 2 avenue Martin Luther King 87042 LIMOGES Cedex. La politique de confidentialité et de protections des données personnelles du maître d'ouvrage peut être consultée également à l'adresse suivante : DPO@chu-limoges.fr.

1.7.6 – Laïcité et neutralité

En application de l'article 1-II de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

1.7.7 – Conflits d'intérêts

Le Titulaire est tenu de s'assurer que chacun des membres de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations n'est pas en situation de conflit d'intérêts.

Dans le cas contraire, la ou les personne(s) concernée(s) au sein de l'équipe sont obligatoirement tenues de se déporter. Le Titulaire aura l'obligation de les remplacer sans délai dans l'exécution de la / des prestation(s), par des intervenants de profil équivalent ou supérieur (Séniorité, expérience...).

Si le Titulaire ne procède pas à ce remplacement ou si l'intervenant proposé en remplacement ne présente pas le profil requis, il pourra être procédé à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions fixées à l'article 12.

Il en sera de même en cas de manquement répété du Titulaire aux obligations de prévention et de règlement des situations de conflit d'intérêts.

ARTICLE 2 – PRIX ET REGLEMENTS

2.1 – CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

2.1.1 – Contenu des prix du marché

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu d'exécution.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur. Les prix du marché sont franco de port en montant / en quantité.

2.1.2 – Prix de référence du marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix de référence du marché sont des prix forfaitaires annuels pour les prix indiqués sur la DPGF dans la partie « type de forfait ». Les prix de la partie « étude et intégration » sont des prix forfaitaires mais faisant l'objet d'un paiement unique à la mise en place du marché.

2.1.3 – Variation des prix du marché

Les prix ne feront pas l'objet d'une révision pendant toute la durée du marché.

2.1.4 – Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la T.V.A., doivent être intégrées au prix unitaire H.T. du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

2.2 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

2.2.1 – Avance

Conformément à l'option B de l'article B.11.1 du C.C.A.G., une avance remboursable est accordée aux titulaires des marchés conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R. 2191-13 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché ou la tranche ou le bon de commande est supérieur à 50.000 € H.T. et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer le C.H.U. de Limoges s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance. Pour cela, il est nécessaire de remplir en page 3 de l'imprimé ATTRI1 : « ACTE D'ENGAGEMENT », le point B4 - Engagement du candidat.

Le montant de l'avance est déterminé comme suit :

- Si le délai d'exécution est inférieur à 12 MOIS l'avance est égale à 5 % du montant initial toutes taxes comprises de la tranche affermie,
- Si le délai d'exécution est supérieur à 12 MOIS l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial de la tranche affermie divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance n'est ni actualisable ni révisable, quelle que soit la forme du prix du marché.

Son remboursement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

Il est demandé au titulaire ou au sous-traitant qui en bénéficie la constitution d'une garantie à première demande pour tout remboursement de l'avance. Ainsi, l'avance ne peut être versée qu'après réception par le CHU de ladite garantie à première demande, fait générateur déclencheur du délai global de son paiement.

Le délai global de paiement applicable à l'avance court à partir de la date de réception par le C.H.U. de Limoges de ladite garantie à première demande.

2.2.2 – Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

2.3 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

2.3.1– Acomptes et paiements partiels définitifs

La partie étude et intégration figurant à l'annexe financière (DPGF) fait l'objet d'un paiement unique à la mise en place du marché.

Pour la partie « type de forfait » les prix sont des prix forfaitaires annuels. La facturation est établie semestriellement à terme à échu.

2.3.2– Recettes en lien avec la monétisation des bornes de recharge

Les recettes réalisées dans le cadre de la monétisation des bornes de recharge seront reversées en totalité au CHU de Limoges tous les trimestres, à terme échu.

Elles devront être accompagnées d'un état justificatif reprenant les utilisations de la borne et leurs montants pour la période concernée afin de permettre un contrôle.

Les tarifs sont fixés par le CHU de Limoges, conformément aux dispositions de l'article 3.3 du CCTP.

Le titulaire devra produire une facture correspondant à la commission due par le CHU de Limoges conformément au taux de commission indiqué sur la DPGF et validé à la notification du marché.

Le CHU de Limoges procèdera ensuite au reversement de cette commission par virement administratif.

2.3.3 – Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

► *Facture électronique ou facture papier*

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. **Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.**

► *Dépôt de la facture électronique*

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

2.3.4 – Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. **Le comptable chargé du paiement est le comptable public du CHU de Limoges.**

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus.

Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40 €.

Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Facturation avant service fait,...

2.3.5 – Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 3 – EXECUTION

3.1 – MODALITES D'INTERVENTION

Les modalités d'intervention sont définies à l'article 3 du CCTP. Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire.

3.2 – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Conformément aux prescriptions de l'article 6 du CCTP, le titulaire doit fournir des rapports mensuels comprenant :

- le taux de disponibilité des bornes,
- l'énergie délivrée,
- le taux d'occupation,
- les recettes,
- les incidents.

Par ailleurs, un tableau de bord en ligne devra également être disponible, comme indiqué à l'article 6 du CCTP.

3.3 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

A l'issue des opérations de vérification qualitative, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services par le pouvoir adjudicateur.

3.4 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT

Des modifications en cours d'exécution du contrat pourront intervenir conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

3.5 – MODIFICATIONS DU PARC

En cours du marché, le parc des bornes IRVE à exploiter est susceptible d'évoluer en plus ou en moins. La suppression d'un matériel ou l'intégration d'un nouveau matériel fera l'objet d'un avenant et les quantités indiquées sur la DPGF par parking seront modifiées en conséquence.

3.6 – REVERSIBILITE SUR LES DONNEES

La réversibilité intervient lorsque la relation contractuelle cesse quelle que soit la cause du terme. La réversibilité sur les données a pour objectif de permettre au CHU de Limoges de récupérer l'ensemble des données et informations confiées au titulaire et ce, dans les meilleures conditions et sans surcoût.

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer à la première demande du CHU de Limoges dans un délai de 30 jours l'ensemble des données lui appartenant sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent.

3.7 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimilé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail

- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail.

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- Kbis
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

ARTICLE 4 – DIFFERENTS ET LITIGES

4.1 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation aux articles 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliqueront sans mise en demeure préalable.

4.1.1 - Pénalités pour manquement aux niveaux de services attendus

Conformément à l'article 3.6 du CCTP le pouvoir adjudicateur attend du titulaire les niveaux de service suivants :

- une disponibilité de la plateforme > à 99%,
- un délai de rétablissement de la supervision < à 4 heures,
- une notification automatique au CHU en cas d'incident critique.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité de 100 € HT (cent euros hors taxes) sera appliquée au titulaire pour chaque manquement. Pour le délai de rétablissement de la supervision < à 4 heures, la pénalité de 100 € HT s'applique par heure de retard.

4.1.2 - Pénalités pour défaut de production de rapports mensuels et de tableau de bord

Conformément aux prescriptions de l'article 6 du CCTP et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, pour tout manquement au respect de production d'un tableau de bord en ligne et de rapports mensuels comprenant le taux de disponibilité des bornes, l'énergie délivrée, le taux d'occupation, les recettes et les incidents, une pénalité de 100 € HT (cent euros hors taxes) sera appliquée au titulaire pour chaque manquement.

4.1.3 - Pénalités pour défaut de remontées des recettes

Une pénalité de 200 € HT (deux cents euros hors taxes) sera appliquée si la remontée des recettes n'est pas effectuée dans les conditions précisées à l'article 2.3.1 du présent CCAP.

4.1.4 - Cumul et plafonnement

Les pénalités sont cumulatives.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

4.2 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

4.2.1 - Motifs de résiliation

Le Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

4.2.2 - Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

4.2.3 - Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le Pouvoir Adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les prestations.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit apporter au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

4.2.4 - Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services, le Pouvoir Adjudicateur du marché peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

4.3 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

4.4 – EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même

de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

4.5 – DROIT ET LANGUES APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre les titulaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal Administratif du pouvoir adjudicateur, seul compétent.

ARTICLE 5 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G. / FCS auxquels il est dérogé
Article 1.5.1	Article 4.1
Article 1.5.3	Article 4.2
Article 1.7.3	Article 9
Article 1.7.4	Article 41
Article 4.1	Articles 14.1 pour le calcul des pénalités Article 14.1.1 pour la mise en œuvre des pénalités Article 14.1.3 pour les conditions d'exonération des pénalités
Article 4.2.4	Article 42